

EDITO

Une Coupe amère

Ce matin, sur mon mur Facebook, je trouve à plusieurs reprises la même vidéo: le buzz du moment. Intitulé « Non, je n'irai pas à la Coupe du Monde au Brésil », ce court-métrage a été partagé, dans sa version française, à plus de 70'000 reprises. Sa réalisatrice y dénonce les conséquences néfastes de la Coupe pour la population brésilienne. Cette jeune femme a réussi à attirer l'attention de milliers d'internautes, dont certains a priori peu sensibles à ce genre de problématiques. Magie des médias sociaux.

Et la coupe est en effet bien amère: les coûts exorbitants (entachés de dépassements budgétaires astronomiques) liés à l'organisation de ce grand événement sportif sont révoltants, au regard des conditions de vie du peuple brésilien. Rappelons que plus de la moitié de la population vit sans accès à l'eau potable, que des millions de Brésiliens souffrent de malnutrition et que des personnes meurent chaque jour dans l'attente d'un traitement médical. Sans parler des pratiques scandaleuses qui découlent directement de l'organisation de ce grand rendez-vous du foot: expulsions forcées, nettoyage social, précarisation du travail, militarisation de la police qui exerce une répression constante des manifestants opposés à la coupe, etc.

Avec la « Loi générale de la Coupe », adoptée par le Congrès national en 2011, le Brésil permet notamment à la FIFA de contrôler les ventes de tout article aux alentours des stades. Les petits vendeurs ambulants traditionnels, qui se frottaient les mains à l'idée du Mondial, n'ont plus qu'à déplorer ce monopole commercial qui affectera évidemment leur revenu. Lutte inégale entre des marchands « informels » qui tentent de préserver leur survie en manifestant, mais ne rencontre que la répression policière, et une FIFA toute puissante. Sauf qu'au Brésil, David ne l'emporte pas sur Goliath.

Tous ces problèmes sont, pour le CETIM, inhérents aux événements sportifs de très grande ampleur. Il l'argumente dans un ouvrage intitulé « La coupe est pleine ! ». A lire sur la terrasse d'un café avant la retransmission d'un match... Ou dans un parc, si vous choisissez, comme des millions de personnes, de boycotter cette coupe du monde... Ou sur un transat, dans un hamac, les pieds dans l'eau, si vous avez la chance de partir en vacances. Bon été !

Hélène Bourban

ECLAIRAGE

Miracle à Johannesburg

La République sud-africaine est à l'honneur dans notre feuille jaune. Ce que l'on sait moins, c'est que la terre de Mandela et de Desmond Tutu est devenue terre d'asile pour les proscrits du continent noir. J'ai là-bas un vieil ami qui a dû fuir son pays. Il s'est reconverti en chauffeur de poids lourds. L'un après l'autre, ses enfants l'ont rejoint au pied de la Montagne de la Table dont il ne cesse d'inonder ma toile de photos.

Grâce à un homme providentiel, le bain de sang que le monde entier redoutait au terme des années d'apartheid n'a pas coulé. Les Blancs, anciens maîtres du pays, n'ont pas eu à choisir entre le cercueil et la valise. La vengeance a laissé place à une justice où les aveux coupables n'ont pas été punis de mort, mais ont jeté les bases de la réconciliation. Je ne connais dans l'histoire de l'humanité aucun autre exemple semblable. On doit ce miracle à la sagesse d'un homme que de longues années de prison ont fait mûrir.

Il est vrai que ces terres autrefois sous-peuplées ont permis l'expansion de tribus bantoues, venues du nord à la recherche de sol fertile. Elles y ont rencontré des descendants d'Huguenots, exilés de France et de Hollande, qui confondaient ce nouvel eldorado avec la mythique « terre promise » du patriarche Josué. Puis vinrent les Indiens importés par les Britanniques, puis les Libanais et autres Levantins, puis des européens au sortir de la deuxième guerre. Puis... puis...

Le miracle de Mandela fut de ne pas considérer sa terre natale comme une « patrie ». Il ne rêva pas d'en faire un Etat-nation identifié à son groupe ethnique. Il fit de cette terre d'accueil le réceptacle d'humains diversifiés qui auraient le rude défi de s'approprier. J'y pense ces jours, alors que les Etats qui composent l'Europe se recroquevillent frileusement sur leur étroit pré carré. Tandis que sur les bords du lac de Zurich, un tribun qui se croit prophète continue de vociférer contre les réfugiés qui frappent à la porte de son pays.

Le Messie s'est-il arrêté à Johannesburg ?

Guy Musy

IL ÉTAIT VENU À LA COTMEC

Décès de l'évêque brésilien Tomás Balduino

En mai 2008, Dom Tomás Balduino, évêque émérite du diocèse de Goiás, au Brésil, récemment décédé à 91 ans, se trouvait dans les ex-locaux de la COTMEC. Il était venu à Genève participer à une campagne contre la transposition du rio São Francisco, lutte qu'il menait aux côtés d'un autre évêque, Dom Luiz Cappio¹.

Ce n'était certes pas le premier combat de Tomás Balduino. Né en 1922, appartenant à l'ordre des Dominicains, il a étudié la théologie en France où il a été ordonné prêtre en 1948, puis a été nommé supérieur de la mission dominicaine de la Prélature de Conceição de Araguaia, dans l'État du Para, en Amazonie, où il a connu de près l'existence des peuples indigènes. Pour mieux les comprendre, il étudia l'anthropologie et la linguistique à Brasilia, apprit l'une de leurs langues et même à piloter un petit avion, précieux outil dans le contexte amazonien.

Devenu prélat, Tomás Balduino résista aux grandes entreprises d'élevage qui envahissaient les réserves indigènes et expulsaient les petits paysans. En 1967, alors que la dictature militaire sévissait

depuis trois ans, il fut nommé évêque de Goiás, charge qu'il occupa jusqu'à son renoncement, à 75 ans, comme le veut la règle de l'Église.

Une spiritualité libératrice

Proche des indiens et des petits agriculteurs, Dom Balduino participa à la création du Conseil indigène missionnaire (CIMI) en 1972, et de la Commission pastorale de la terre (CPT) en 1975, avant d'assumer successivement la présidence de ces deux organes particulièrement exposés de la Conférence épiscopale du Brésil. « D'une spiritualité libératrice, il n'a jamais restreint sa mission dans les limites de l'Église. Il a toujours su être une présence de frère et de compagnon solidaire dans les luttes sociales du peuple, allié inconditionnel

des paysans et des indigènes dans leur lutte légitime et évangélique pour la terre et pour une vie digne », a écrit son ami Marcelo Barros, moine bénédictin.

Quand Lula a été élu président, en 2002, Dom Balduino a partagé les espoirs du peuple brésilien, mais il a vite déchanté. Il ne cachait pas sa déception lors d'un entretien accordé au quotidien « Le Monde », à fin 2003 : « Entre la logique du marché et la logique sociale, il faut choisir, disait-il. L'expansion incessante de l'agro-business est brutale, elle cherche à occuper une part croissante de l'Amazonie. L'agriculture familiale en sort perdante ». Quand nous l'avons rencontré en 2008 à la COTMEC, il déplorait toujours le peu d'avancée de la réforme agraire.

Face au vide laissé par Dom Balduino, Marcelo Barros écrit : « Nous nous consolons par tant d'exemples et d'enseignements que nous a laissés ce grand prophète d'une Église rénovée au service d'un monde plus juste et d'une humanité plus fraternelle ».

Michel Bavarel

1 Alors que la fin des travaux était prévue pour 2012, on en serait aujourd'hui à un peu plus de la moitié. La présidente Dilma Rousseff a annoncé leur achèvement pour 2015.

2 Dans un hommage publié par l'agence Adital.

UN TEMPS POUR LA CRÉATION

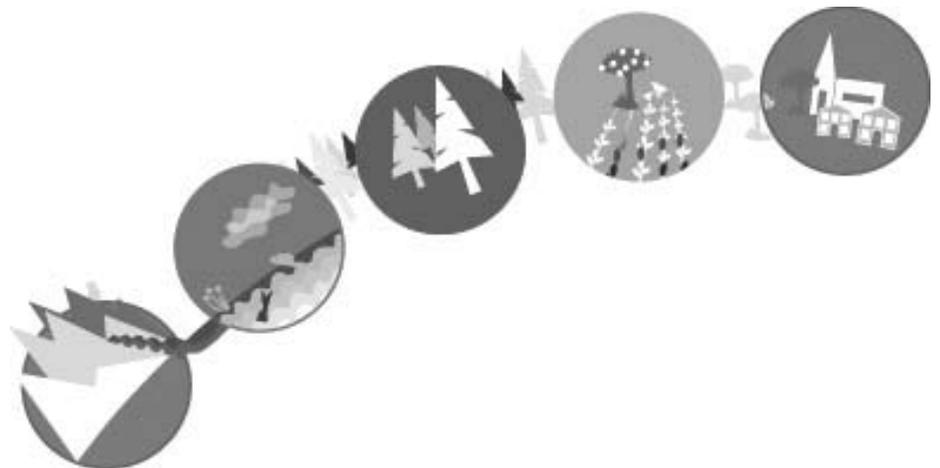
Un habitat partagé

On en a désormais pris l'habitude, après le temps de la « récréation » estivale, vient le **Temps pour la création** proposé par OEKU *Eglise et environnement*, du 1^{er} septembre (jour de la Création chez les orthodoxes) au 4 octobre (fête de François d'Assise), englobant donc la Fête des récoltes et le Jeûne fédéral.

Cette année, l'organisme œcuménique propose aux paroisses du matériel (dossier, magazine, cartes postales) pour aborder le thème de l'espace urbain comme milieu de vie partagé, adapté aux humains et à la nature, et pour célébrer l'habitat partagé.

La paroisse, en effet, joue un rôle prépondérant dans la vie du quartier ou du bourg, puisqu'elle est un lieu de rencontre et de partage, un point de repère, un espace de vie.

Etant hôtes de la Terre, nous avons la responsabilité de l'aménager et de



l'entretenir dans le respect de la Création, hommes, femmes, enfants, générations futures, mais aussi faune et flore. Cela signifie aujourd'hui promouvoir la biodiversité, l'agriculture de proximité, l'économie d'énergie, la résistance à la consommation effrénée, ... Mais aussi et surtout, OEKU nous invite à prendre conscience de l'importance de vivre ensemble dans le respect et le partage de nos valeurs, ciment de construction pour un habitat partagé.

Que cela permette à chacun-e d'entre

nous de reprendre une année de labeur en ayant pleinement conscience de son appartenance à son lieu d'implantation, à l'espace partagé, à son milieu de vie.

Et que cette conscience guide notre comportement quotidien et nos choix politiques.

Roland Pasquier

DOSSIER

En Afrique du Sud l'ANC, victorieux, mais contesté

Ayant obtenu en avril 62,15 % des voix aux cinquièmes élections de l'après-apartheid en Afrique du Sud, contre 65,9 % en 2009, le Congrès National Africain ou ANC, mouvement auquel appartenait Nelson Mandela, reste au pouvoir. Mais il aura de nombreux défis à relever, y compris en son sein. Témoignage et observations du Belge Jacques Briard, ex-militant anti-apartheid¹.



Beaucoup d'attentes dans l'Afrique du Sud post-apartheid

En avril 2014, les médias ont relevé la célébration du 20^e anniversaire du génocide vécu au Rwanda. Par contre, ils ont peu parlé de celui d'un autre évènement important et positif que furent les premières élections démocratiques d'avril 1994 ayant mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Et pourtant, de ce pays, il avait été beaucoup question à la mort de Mandela fin 2013 et pour le procès du coureur d'athlétisme Oscar Pistorius, un procès qui n'est pas étranger à la violence marquant la société sud-africaine.

A la suite de Mandela

Comme nous l'avons vu en Afrique du Sud en février 2014, l'ANC a « surfé » sur la « Mandelamania » qui s'est développée à travers le monde et dans le pays à la suite du décès de celui qui fut prisonnier durant 27 ans et devint président en 1994. Et alors qu'il fut loin d'être autant admiré après avoir été condamné à la prison à vie pour actes de sabotage contre la régime de l'apartheid et considéré comme un allié des communistes en pleine guerre froide.

Libéré à la fin de celle-ci, soit en février 1990, Mandela ou Madiba aura été un leader resté humain et mettant en avant les engagements des autres. Il nous l'avait montré dans un salon du Parlement européen en 1994, peu avant de devenir président, et lors d'un bref entretien que nous avons eu avec lui dans la cité noire de SOWETO quand il dirigeait son pays, lord duquel il releva que

« dans les Eglises, il y eut à la fois des anti et des pro-apartheid ». En juillet 2014, deux de ses anciens codétenus nous ont aussi décrit son comportement de chef d'équipe lors d'une rencontre tenue à l'UNESCO, première des agences de l'ONU à avoir noué des liens avec les mouvements de libération nationale, dont l'ANC.

A l'actif de Mandela, on retiendra aussi les négociations publiques menées entre 1990 et 1994 avec les dirigeants du régime de l'apartheid et sans interventions étrangères, ainsi que la présentation par l'ANC pour les élections de 1994 du très ambitieux Programme de Reconstruction et de Développement, ce RDP dont Mgr Hurley, archevêque de Durban, nous avait dit qu'il lui faisait penser aux « En avant les pauvres » des Béatitudes.

S'y ajoute tout son engagement en faveur de la réconciliation entre tous les Sud-africains à travers la fameuse Commission Vérité et Réconciliation, dont il confia la présidence à Mgr Desmond Tutu, alors archevêque anglican du Cap et Prix Nobel de la Paix 1984 (comme ancien responsable du Conseil sud-africain des Eglises). Il y eut aussi le très symbolique port du maillot de l'équipe nationale de rugby, sport longtemps considéré comme celui des Blancs promoteurs de l'apartheid, ainsi que, sous sa présidence, l'adoption d'une très ambitieuse nouvelle constitution. Mais il faut rappeler que si Mandela en fut un grand leader, l'ANC avait été créé dès 1912 comme un mouvement démocratique, non racial et non sexiste qui avait signé en 1955 la fameuse Charte de la Liberté, selon laquelle l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui l'habitent. De plus, lors de l'emprisonnement de Madiba, le mouvement fut conduit par Olivier Tambo. Et ce sont l'ANC et les pays de la ligne de front qui se trouvaient derrière la déclaration sur l'apartheid et ses conséquences publiée par l'Organisation des Nations Unies en décembre 1989, soit entre la chute du Mur de Berlin et la libération de Mandela. Et sans doute que la popularité de l'ANC aurait été moins grande si le leader de la Conscience noire Steve Biko n'était pas mort des suites de violences policières après avoir conduit en 1976 la révolte des jeunes contre l'imposition de l'afrikaans dans les écoles.

De plus, lors des négociations avec les dirigeants de l'apartheid, Mandela et ses coéquipiers savaient très bien que les grandes puissances apprécieraient tout ce qui éviterait un bain de sang en Afrique du Sud et un exode massif des Blancs, mais qu'elles n'y accepteraient pas n'importe quelle politique socio-économique. D'ailleurs, en s'investissant beaucoup pour la réconciliation durant un seul mandat présidentiel - soit un fait très rare en Afrique -, Madiba a laissé la conduite de la politique gouvernementale à ses collaborateurs, spécialement à son vice-président et ensuite successeur Thabo Mbeki, alors qu'il déplora l'assassinat du leader Chris Hani peu avant le scrutin de 1994. Son approche libérale et son manque de lucidité vis-à-vis du drame du sida ayant fait des millions de victimes dans le pays expliquent que Mbeki fut moins populaire que Mandela et que le président Jacob Zuma, personnage impliqué dans divers scandales, mais ayant rallié à l'ANC pas mal de Zoulous. Car ceux-ci furent longtemps fidèles au parti de la Liberté Inkatha (IFP) du chef Buthelezi, qui eut des liens avec l'apartheid et des appuis dans les pays occidentaux. Dès lors, on peut dire que les grandes ambitions du fameux RDP furent réduites pour des

causes à la fois internes et aussi externes à l'ANC et à l'Afrique du Sud.

Progrès et protestations

En février 2014, dans un hall de l'aéroport Olivier Tambo, une technicienne de surface noire déjà âgée nous a spontanément parlé comme si elle le faisait au nom de la majorité des 51 millions de Sud-africains : « Je suis venue ici de ma province où les mines ont été fermées pour trouver difficilement un emploi pour nourrir mon mari désormais sans emploi et mes petits-enfants orphelins du sida ».

De fait, l'Afrique du Sud a un taux de chômage de 23 % selon l'Organisation Internationale du Travail et de 40 % d'après les syndicats ou encore de 43 % dans la grande métropole portuaire de Durban, selon une de ses économistes. Mais ces taux grimpent en bien des endroits et surtout en ce qui concerne les jeunes noirs. Or, la population comprend 79 % de Noirs, 9 % de Blancs, 9 % de Métis et 2,3 % d'Asiatiques. De plus, nombreux sont les réfugiés originaires de divers pays d'Afrique. Rien que dans la province du KwaZulu Natal, il y a 5.000 réfugiés burundais et encore plus des deux Congos. S'y ajoutent à travers tout le pays les nombreux réfugiés du Zimbabwe victimes de la situation dramatique de leur pays, dont ils évoquent, soit dit en passant, les causes à la fois internes et externes. De là ce témoignage d'un Burundais : « Il est clair qu'en raison de leurs problèmes d'emplois, de logements, de santé, d'éducation de leurs enfants et autres, les Sud-africains ont autre chose à faire que de penser à nous accueillir. D'ailleurs, sans doute que des immigrants africains ne sont pas mieux lotis que nous en Europe ! D'où l'importance de l'accueil reçu au centre portant le nom de Mgr Hurley situé à Durban dans le quartier indien, entre cathédrale et mosquée, et qui y aura un nouveau bâtiment en 2015 ».

Cela dit, nombreux sont les Sud-africains qui affirment : « En 20 ans, notre pays a déjà parcouru un long chemin, mais il en reste un beaucoup plus long à faire. Car il faudra longtemps pour effacer les conséquences d'une colonisation ayant débuté au XVIIe siècle et de quasi un demi-siècle d'apartheid ».

Ainsi, le professeur Devenish, de l'Université du KwaZulu Natal, relève que depuis la fin de l'apartheid plus de trois millions de maisons ont été construites, que 94 % des ménages ont désormais accès à l'eau potable, 75 % à l'électricité et que les allocataires sociaux sont passés de 3,6 millions à 16 millions.

Tout cela a aussi été avancé par le gouvernement ANC, spécialement durant la dernière campagne électorale, mais sans préciser combien de familles peuvent se payer l'eau et l'électricité au-delà des très insuffisantes fournitures de base gratuites, si bien que les familles noires mangent désormais plus de pâtes que leurs plats traditionnels afin de réduire les temps de cuissons et donc les montants des factures. Et cela, pour cause de privatisations !

Dès lors, il est aussi fréquent d'entendre parler d'un accroissement des inégalités. En tout cas, le professeur Devenish estime à 22 millions - sur 51 millions - le nombre de Sud-africains vivant sous le seuil de pauvreté. En plus de l'important chômage, il relève le manque de services collectifs, le dysfonctionnement du secteur de l'éducation et une corruption endémique. Pour lui et divers autres interlocuteurs, tout cela explique la multiplication des protestations populaires contre le gouvernement ANC et son alliée historique qu'est la confédération syndicale COSATU. Aussi M. Devenish va-t-il jusqu'à parler de « menace d'insurrection ». Quant au professeur Patrick Bond, également de l'Université du

KwaZulu Natal et ancien directeur du Centre pour la Société civile de Durban, il considère même que les politiques sociales sud-africaines restent superficielles².

Face à des défis

Toutefois, à défaut d'une réelle alternative et comme beaucoup d'acteurs et d'observateurs s'y attendaient, l'ANC a gagné les élections du 7 mai 2014 en totalisant pour le nouveau Parlement 252 sièges contre 91 pour l'Alliance Démocratique (DA) - que des Noirs continuent à considérer comme le parti des Blancs et des classes moyennes -, 25 pour les Combattants pour la Liberté Economique du jeune tribun Julius Malema (EFF), 10 pour l'Inkhata et 22 pour sept autres partis, tandis que le Pan African Congress et l'AZAPO n'ont plus d'élus. De là la réélection à la présidence de Jacob Zuma. Dès lors, plus d'un de nos correspondants sud-africains ont-ils « regretté que l'ANC n'ait pas été plus sanctionné à la suite de ses pauvres performances et de beaucoup de corruption, spécialement celle du président Zuma durant les cinq dernières années ». Mais ils sont aussi choqués par les résultats de Malema. Selon eux, tout comme la confédération syndicale COSATU, l'ANC aura de nombreux défis à relever d'ici les élections de 2019 et notamment au sujet de son leadership lors de son congrès de 2017. Plus généralement encore, ils s'attendent aussi à ce que pas mal de changements interviennent durant les années à venir dans leur pays, tout comme ailleurs, en citant notamment l'Europe, l'Inde et le Brésil.

Beaucoup de Sud-africains regrettent également que leur pays manque à présent de leaders politiques, syndicaux et autres dignes de ce nom, y compris au sein des Eglises. Très faible est, en effet, aujourd'hui le Conseil sud-africain des Eglises d'Afrique du Sud, tandis que l'Eglise catholique n'a plus d'archevêque comme Mgr Hurley pour interpellier décideurs politiques, socio-économiques et citoyens.

De là le rôle que devrait encore jouer la société civile comme elle le fit dans la lutte contre l'apartheid et dans celle contre le sida pour laquelle elle a obtenu que l'Etat fournisse des médicaments très onéreux à deux millions de Sud-africains, mais aussi que soit développée l'approche du genre et de la sexualité dans les travaux sur le sida, y compris au sein des Eglises.

De plus, nombre de Sud-africains souhaitent que tout en appartenant à un des pays émergents, ils puissent « continuer à faire partie de la mondialisation de la solidarité, avec ou même sans soutiens financiers, parce que nous avons à apprendre les uns des autres pour mener ce combat sans fin qu'est celui pour la démocratie et la justice ».

Jacques BRIARD

1 Permanent de 1972 à 2005 de l'ONG catholique belge Entraide et Fraternité, homologue de l'Action de Carême, Jacques Briard en fut chargé de projets pour l'Afrique australe de 1987 à 2005 et effectua de nombreuses missions dans la région. Il y a maintenu des contacts réguliers et est retourné en Afrique du Sud en 2006 et en février 2014, pour y représenter la Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité (CIDSE), regroupant une quinzaine d'ONG catholiques d'Europe et d'Amérique du Nord, à l'occasion du Xe anniversaire de la mort de Mgr Hurley. Celui-ci fut archevêque de Durban, président de la Conférence des Evêques d'Afrique australe, grand acteur du concile Vatican II et de la lutte contre l'apartheid.

2 Patrick Bond, « Parler à gauche et marcher à droite », dans « Protection sociale au Sud - les défis d'un nouvel élan », Alternatives Sud, 2014/1, Centre Tricontinental, B - 1348 Louvain-la-Neuve.



LECTURE

Thierry Verhelst : souffrance et lumière

En 2008, Thierry Verhelst était l'un de nos trois invités de Belgique à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la COTMEC. Deux ans plus tard, il ressentait les premiers signes d'une maladie provoquant une progressive paralysie, dont il est décédé en avril 2013. Un livre, fait d'entretiens, d'extraits de journal spirituel, de courriels de Thierry et de ses proches, le tout rassemblé par Anne Ducrocq, retrace un parcours final certes douloureux, mais aussi plein d'éclats de lumière.

« Je quitte la toute-puissance que donnent la santé, le diplôme, le statut social, l'audace de l'impertinence. Je découvre la vulnérabilité et le handicap qui ouvrent à la Transcendance », écrit Thierry dans son journal en mars 2011. Juriste et anthropologue, infatigable voyageur, engagé dans des projets humanitaires et sociaux au sein de plusieurs ONG de développement, mari et père comblé, il a rencontré « le piège du faire » qui nous fait prendre notre agitation pour de l'intensité, résume Anne Ducrocq. « J'ai tout misé sur l'action et l'efficacité, et j'ai lissé les aspérités de la vie par le confort. Avec la maladie, j'ai perdu toutes mes sécurités matérielles », constate Thierry.

La maladie, c'est une sclérose latérale amyotrophique (SLA), incurable et mortelle. Thierry, qui était devenu orthodoxe et prêtre d'une communauté copte, va vivre cette épreuve, avec son épouse Roseline et leurs deux filles, dans une atmosphère de profonde spiritualité, exprimée avec clarté et mâtinée d'humour. Cependant, refusant de croire à « des prédictions scientifiques qui risquent de devenir des prophéties auto-réalisatrices », il entame une lutte pour guérir, explorant toutes sortes de thérapies. Au bout de quelques mois, il doit se rendre à l'évidence et s'engage sur une autre voie : « Vivre instant après instant. Avec ce qui vient juste maintenant. Cesser de courir, cesser de se battre contre la SLA, danser avec elle, goûter la vie, les amis, la poésie,

la peinture. Contempler, méditer, rêver. Cultiver la joie permanente en Dieu », écrit-il dans son journal.

Le plus beau cadeau de ma maladie

En août 2011, Thierry s'engage, lors d'une retraite en Gruyère, dans la Fraternité du Serviteur souffrant – née au Brésil autour de Frédy Kunz – à laquelle il se référera souvent. Il citera également à maintes reprises Maurice Zundel, à côté des Pères de l'Église et de théologiens orthodoxes. Il s'adjure de ne pas confondre le rétablissement (la maladie disparaît) et la guérison (l'esprit croît, s'harmonise). Il écrit que le handicap est une voie d'éveil, une grâce, même si c'est parfois « une grâce féroce ». « Le plus beau cadeau de ma maladie est de découvrir que ma foi est inébranlable ».

Il n'empêche que la SLA progresse, Thierry marche difficilement, ne parvient plus à s'habiller seul. Il s'accorde, à huis clos, cinq minutes de commisération par jour. « Pour ne pas occulter ou nier ce qui fait mal, oui, allons au cabinet grogner pendant cinq bonnes minutes, car qui fait l'ange fait la bête ! Puis goûtons la vie à pleines dents ! » lit-on dans une lettre à sa sœur.

En 2012, Thierry ne se déplace plus qu'en chaise roulante, il faut aménager la maison pour ne plus avoir à gravir les escaliers. Lors d'un entretien, il confie ceci à Anne Ducrocq : « Au risque de choquer, je dirais que la SLA est une chance : j'ai

beaucoup appris, reçu d'elle... Ainsi, mon corps qui décroît me fait penser à Jean Baptiste s'écriant devant le Christ : « Il faut qu'il croisse et que moi je diminue ». Mais il ne faut pas que je me paie de mots : dans six mois, je serai peut-être brisé, en train de traverser une nuit de désespoir ».

Clore la boucle de la modernité

Thierry continue malgré tout à s'intéresser à la marche du monde. « Nous sommes en train de vivre la fin d'un cycle. On doit clore la boucle de la modernité avec ses acquis et ses dérives mortifères comme l'individualisme, le rationalisme clos, la croissance privée de sens... Heureusement qu'il y a la crise ! Elle va faire mal, mais nous forcera peut-être à oser une mutation profonde, personnelle et collective. Sachons espérer l'inespéré ! », s'exclame-t-il.

En juillet 2012, la maladie le submerge. Et pourtant, écrit-il dans une lettre à ses amis, même si l'épreuve est rude, la joie est au rendez-vous. « Ce n'est pas une maladie, c'est une traversée vers la Lumière ». Voilà bien la tonalité de ce livre douloureux et lumineux à la fois. « Toute limite peut engendrer une naissance, toute épreuve peut devenir chemin, mais la souffrance ne sauve pas ! L'amour mis dans la souffrance, oui ! »

Un ami bénédictin lui fait remarquer que les handicapés et les malades suscitent chez les autres ce qu'il y a de meilleur : solidarité, amitié, amour. « Nous avons une mission : transmuter le poids du monde en lumière », souligne Thierry. Il a prêché, depuis son fauteuil roulant, lors de la fête orthodoxe de l'Exaltation de la Croix. Il explique à Anne Ducrocq : « L'événement de la Croix ne date pas d'il y a deux mille ans. C'est l'amour en œuvre ici et maintenant. Je peux le dire par expérience : c'est quand l'homme a tout perdu qu'il trouve tout dans l'Un. Tout, absolument tout, est rendez-vous d'amour ».

Michel Bavarel

1 Thierry Verhelst et Anne Ducrocq, « Quand je suis faible, je suis fort ». Debut dans l'épreuve, aux éditions Bayard, Paris 2014.

ANIMATIONS

La COTMEC à la HETS



Pour la deuxième année consécutive, la COTMEC était invitée à animer deux séminaires dans le cadre d'un cours d'économie à la Haute Ecole de Travail Social. Une opportunité d'aborder, avec une soixantaine d'étudiants, les problématiques liées à notre consommation d'appareils hi-tech (ordinateurs, téléphones portables, tablettes, consoles de jeux...). Pour l'occasion, elle a adapté l'une de ses animations à un public plus âgé (18-25 ans) avec l'appui d'une formatrice d'adultes. Les séances, riches en échanges, ont permis une prise de conscience des conséquences sociales et environnementales de la production et du recyclage des appareils high-tech. Plusieurs jeunes ont relevé: « Il est essentiel de sortir de ce système économique basé sur le profit ». Afin d'éviter que les étudiants ne se laissent submerger par le fatalisme, quelques progrès pour les droits des populations concernées, souvent portés par la société civile, ont aussi été présentés. Ainsi, différentes pistes d'action, tant individuelles que collectives, ont pu être dégagées.

Hélène Bourban

CAMPAGNE

Droit sans frontières

Nous reproduisons ici des extraits du communiqué de la campagne Droit sans frontières, daté du 28 mai et intitulé « Le Conseil fédéral nomme les problèmes, connaît la solution, mais fait l'impasse sur la mise en œuvre ».

La Commission de politique extérieure du Conseil national a réagi à la pétition « Droit sans frontières » – déposée avec 135'000 signatures – par un postulat demandant un rapport sur les possibilités d'obliger les entreprises à un devoir de diligence en matière de droits humains et d'environnement. [...] Le Conseil fédéral a publié aujourd'hui son rapport. Il reconnaît le besoin d'agir: « La densité des entreprises multinationales ayant leur siège en Suisse est particulièrement élevée. On peut dès lors se demander si la Suisse ne devrait pas assumer un rôle de précurseur en matière de mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. » [...]

« Droit sans frontières » salue l'état des lieux réalisé par le Conseil fédéral et la reconnaissance fondamentale de règles contraignantes [...] Il est en revanche regrettable que le Conseil fédéral en reste à des « bases nécessaires à l'élaboration de propositions législatives concrètes », sans accomplir le pas logique suivant vers une mise en œuvre de l'ancrage légal du devoir de diligence.

La balle est maintenant dans le camp du Parlement. Du côté de « Droit sans frontières », la préparation d'une éventuelle initiative populaire sur cette question est bien avancée. Elle porterait précisément sur la prévention des atteintes aux droits humains et à l'environnement via une obligation de diligence pour les activités à l'étranger, en soulignant la responsabilité des maisons mères en Suisse pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

Nouvelles coordonnées

Chères lectrices, chers lecteurs,

Notre secrétariat a déménagé à la Maison des associations, où nous partageons un bureau avec la Centrale Sanitaire Suisse romande ! Notre nouvelle adresse postale: COTMEC, c/o CSSR, 15 Rue des Savoises, 1205 Genève. Vous pouvez désormais nous joindre uniquement au **076 344 00 78** ou à info@cotmec.ch.

Nos coordonnées bancaires ont aussi été modifiées en début d'année :
CCP: 14-732533-4
IBAN: CH95 0900 0000 1473 2533 4
BIC: POFICHBEXXX
Postfinance

Et notre nouveau site est en ligne !
Visitez-le sur www.cotmec.ch

JAB
1200 Genève 2

Cotmec – Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
c/o CSSR, 15 Rue des Savoises, 1205 Genève
tél. 076 344 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 14-732533-4
Rédactrice responsable: Hélène Bourban
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Yan Rubin